



## Interventions lors du débat consacré à la solidarité internationale organisé à Mâcon le 15 mai

### A) Partager justement les richesses pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités

1,5 milliards de personnes qui vivent avec – de 2 dollars par jour dans les pays pauvres pourtant riches en ressources naturelles. Cette situation est avant tout le fait de l'évasion fiscale pratiquée par les multinationales qui exploitent et commercialisent ces ressources.

L'évasion fiscale, qui prive les pays les plus pauvres de ressources financières, représente 1138 milliards d'euros. D'une façon générale, il faut rappeler que les sommes placées dans les paradis fiscaux ont été multipliées par 4 entre 2000 et 2014.

En parallèle l'aide publique au développement française et mondiale n'a jamais été aussi faible ( 0,37 % du PIB français). A ce titre, la France ne reverse que 150 millions d'euros/an sur les 8 milliards budgétés par l'Agence française de développement. Pourtant, cette aide est essentielle car elle permet de redistribuer une partie des richesses aux personnes qui n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins de base.

En résumé, on est confronté à une augmentation de la pauvreté dans les pays du Sud dû à l'absence de réglementations fiscales, financières, commerciales et environnementales qui privent ces pays de leurs ressources vitales ainsi qu'à l'absence d'une véritable politique de coopération entre pays riches et pauvres.

### MES PROPOSITIONS

Une approche du développement qui repose sur la nécessité d'augmenter l'Aide Publique Développement qui est nécessaire mais pas une fin en soi. L'objectif est de permettre à chaque pays de mobiliser ses propres ressources pour qu'ils mènent, de façon autonome, leurs propres politiques de développement.

### **3 grandes orientations**

#### **A) Une véritable politique de coopération internationale pour lutter contre les inégalités Nord/Sud**

- Augmentation de l'Aide Publique au développement à hauteur de 0,7 % du PIB ( 10 milliards d'euros) en imposant un calendrier contraignant, et que cette aide soit totalement transparente.

-Exiger une taxe sur les transactions financières européenne ambitieuse ( 180 milliards d'euros par an dont un tiers serait fléchée pour l'aide publique au développement et un tiers fléché sur l'adaptation au changement climatique des pays + pauvres.

- S'assurer que le fonds vert, dont la vocation est d'accompagner l'adaptation des pays les plus pauvres et les états insulaires aux effets du changement climatique, ne se substitue pas à l'aide publique au développement, et que cet outil complémentaire soit abonder à hauteur des besoins ( seuls 67 milliards sont aujourd'hui mobilisés alors que 100 milliards étaient promis par les pays développés avec au moins 50 % de financement fléchés sur le soutien aux populations locales, ex non déboisement des forêts et entretien des forêts tropicales et accès aux énergies renouvelables).

#### **B) La lutte contre la spéculation financière au niveau européen et international**

- mettre en place un véritable échange automatique d'informations entre les autorités fiscales du monde entier, sans exemption, réciproque et multilatéral, pour en finir avec l'évitement fiscal.

- créer un registre mondial public afin de connaître les propriétaires effectifs des trusts et autres fiducies, pour en finir avec les sociétés-écrans.

-mettre fin aux niches fiscales, pour en finir avec la concurrence fiscale entre les États poursuivre, comme a commencé à le faire la Commission européenne, les multinationales qui profitent des montages fiscaux

#### **C) La lutte contre les déréglementations commerciales pour protéger les populations**

- refuser les accords de libre échange de l'UE, et notamment les Accords de Partenariat Économique avec l'Afrique et leur application aux marchés publics.

- encadrement strict des marchés des matières premières en particulier des produits agricoles, l'annulation de la dette ( en commençant par les pays les plus pauvres).

-favoriser un commerce équitable et à faible impact sur l'environnement ( reconnaissance de la responsabilité des multinationales quant à leurs pratiques sociales et environnementales), mettre des conditions sociales et environnementales aux investisseurs privés pour qu'ils contribuent au développement et arrêtent de pillager les ressources naturelles.

## **B) Promouvoir la justice climatique et la souveraineté alimentaire**

En matière de sécurité et de souveraineté alimentaire, nous sommes dans une situation contradictoire et intenable. Il y a 795 millions de personnes qui souffrent de la faim dans les pays du Sud et un milliard de personne en situation de suralimentation dans les pays du Nord.

Il faut s'attaquer à la cause première : le modèle agricole industriel et concurrentiel. Il ne concerne qu'une minorité de paysans du Nord mais est responsable de 70 % des destructions écologiques ( destruction de la biodiversité et de la fertilité des sols), de la disparition de millions de paysans tout en menaçant leur santé et celle des consommateurs.

Ce modèle destructeur se traduit par 3 faits majeurs : D'une part, le changement climatique impacte les productions agricoles ( phénomène d'extension des zones arides dans les régions subtropicales, raréfaction de la ressource en eau, et multiplication des accidents climatiques), d'autre part les paysanneries du sud subissent la concurrence de l'agriculture industrielle du Nord qui déverse ses surplus sur les marchés locaux. Cette situation à laquelle s'ajoute une spéculation sur les matières premières, les paysans locaux n'ont + les moyens de faire des stocks. Enfin, les pays du sud sont confrontés à l'avidité des multinationales qui accaparent les terres au profit des agrocarburants, et au phénomène de déforestation pour développer des monocultures de soja transgénique ou de palmiers à huile.

### **Mes propositions :**

**Agir sur plusieurs leviers :** le mode de production avec une agriculture qui respecte l'environnement, favoriser l'accès aux moyens de production ( terres, eau...), donner les moyens aux paysans de développer leur propres marchés.

L'agroécologie est la solution pour nourrir le monde en luttant contre le changement climatique pour plusieurs raisons :

1- Elle libère les paysans des intrants chimiques, et du coût qu'ils représentent. Elle

est écologiquement productive avec de fort rendement, et permet de stocker les émissions de CO2.

2-Elle a le pouvoir refertiliser les sols, d'optimiser la ressource en eau et de lutter contre la désertification.

3- Elle produit une alimentation de qualité ( vitamines, minéraux, nutriments essentiels pour vivre).

### **Les mesures :**

- Renoncer aux exportations, à des prix bradés, des surplus européens et mondiaux des denrées agricoles et alimentaires qui sont largement subventionnées et réorienter la politique agricole commune sur les conversions et le développement des pratiques agro-écologiques et biologiques.

- sortir l'agriculture du libre échange et mettre en place aux frontières de chaque aire régionale un ensemble de droits de douane variables sur les denrées importations de denrées alimentaires afin d'assurer des prix rémunérateurs et stables aux paysanneries locales, et un accompagnement à la création de stock agricoles locaux, nationaux et régionaux

-appuyer les paysanneries, avec des services techniques, des coopératives) et les aider à réinvestir leurs savoirs faire locaux, à adopter des pratiques d'agro-foresto-écologique

### **C) Faire respecter les droits humains : accueil des réfugiés**

On traverse actuellement la plus grande crise des Réfugiés depuis la fin de la seconde guerre mondiale. 21 millions de Réfugiés ( climatiques ou qui fuient les persécutions et la guerre) dans le monde.

Ce sont entre 450 000 et 500 000 millions de réfugiés climatiques qui viendront en Europe ds les 20 années qui viennent, donc il faut se préparer.

S'ils sont considérés comme des boucs-émissaires depuis les années 60, depuis 2002, on a une avalanche de textes réglementaires qui traduisent une politique répressive à l'égard des réfugiés : objectifs chiffrés d'expulsion, fichiers biométriques, une politique d'exclusion de l'Europe, qui à travers l'Agence Frontex souhaite maintenir des camps éloignés de l'Europe pour bloquer l'arrivée de réfugiés ds l'espace Schengen.

Les États-membres se défaussent et ce sont les associations et les collectivités qui prennent en charge l'accueil des migrants.

**Je propose une politique ouverte et humaniste fondée sur le droit à la mobilité et la protection des migrants.** Droit à la mobilité qui figure ds la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ( art13).

## Qu'est-ce que je propose en tant que candidate ?

- aider ces acteurs à accueillir dignement les réfugiés et leur fournir les services de première nécessité (logement, nourriture, éducation, etc.).
- Une politique d'accueil des réfugiés qui respecte leurs droits et leur dignité, en accueillant un nombre + important de personnes d'un premier pays d'asile et retirer les clauses migratoires des accords bilatéraux
- le respect des droits fondamentaux des personnes étrangères comme des nationaux, dépenalisation du séjour irrégulier , nécessité de procéder à la régularisation administratives des personnes étrangères, l'abrogation du délit de solidarité et la suspension du renvoi des demandeurs d'asile dans le pays de première entrée ds l'UE.
- la suspension de toute évacuation de bidonvilles qui ne s'accompagne pas de mesures d'hébergements
- Créer un fonds de soutien de 3 à 4 milliards, pour faire face aux situations d'urgence, à destination des municipalités qui ont décidé de se déclarer ville ouverte et ville refuge pour accueillir des réfugiés. Il sera financé par la lutte contre l'évasion fiscale. Bien, je me mobiliserai pour soutenir financièrement les maires qui ont des solutions pour accueillir dignement les réfugiés sur leur territoire.

Rappel, Damien Carême Maire EELV de Grande Synthe a été désigné meilleur maire du monde grâce à sa politique d'accueil positive envers les réfugiés. Il a mis en place un partenariat avec Médecin Sans Frontières pour aménager un camp d'accueil digne et faire face à l'urgence d'un afflux de 2600 réfugiés depuis 2015 sur sa commune.